

De la rue à Internet : espaces de contestation féminins et féministes à Téhéran Le genre en mouvement dans les manifestations post-électorales de 2009 en Iran.

Lucia Direnberger

Dès le lendemain de l'élection frauduleuse d'Ahmadinejad, le 13 juin 2009, des manifestations éclatent dans le centre de Téhéran pour dénoncer les chiffres officiels qui accréditent Ahmadinejad de plus de 60 % des suffrages. La présence massive des femmes dans les manifestations qui ont suivi la victoire illégitime d'Ahmadinejad a été mentionnée par la presse étrangère¹. Les classes moyennes urbaines ont été décrites comme les plus actives et présentes dans les manifestations. D'autre part, les jeunes et les femmes représentent à l'intérieur de cette classe économique et sociale les groupes les plus contestataires face à l'accaparement du pouvoir par la branche radicale conservatrice. Les Iraniennes, qui s'opposent au gouvernement ultra-conservateur, diversifient les espaces de contestation pour lutter contre le maintien illégitime d'Ahmadinejad au pouvoir, contre les arrestations des opposants et des opposantes au régime (réformateurs, féministes et mouvement étudiant) et contre les exactions du régime. De l'estrade politique à la rue en passant par les blogs féministes, elles se saisissent de multiples espaces pour réclamer une prise en compte de leurs revendications politiques, une plus grande justice sociale, une démocratisation des institutions et une amélioration de la condition des femmes.

L'accès des femmes à l'espace public : un héritage, un paradoxe, des revendications.

Depuis l'avènement de la République islamique, un code législatif strict encadre la présence des femmes et des hommes dans l'espace public : port du voile obligatoire pour les femmes, transports en commun non mixtes, séparation des filles et des garçons dans les écoles, interdiction de représentation féminine de danse, de chant pour un public mixte, etc. Si la séparation des sexes dans certains espaces publics et le port du voile en Iran n'ont pas été introduits par la République Islamique, ces deux pratiques sont obligatoires après la Révolution de 1979. Paradoxalement, elles sont devenues le symbole de modernité du régime islamique (Paidar, 1995). En effet, pendant la révolution de 1979, le *chador* et le voile ont symbolisé résistance contre le régime Pahlavi et représentent une certaine unité des femmes à travers les frontières socio-économiques contre la monarchie et les influences occidentales (Kian, 2002). Le *chador* et la ségrégation des sexes, imposés par le régime islamique, permettent à de nombreuses femmes d'entrer dans l'espace public, de suivre un enseignement universitaire et d'acquérir un emploi (Rostami Povey, 2001). Elles contribuent à légitimer l'entrée des femmes dans la sphère publique et leur rôle dans la construction de la nation. L'Etat islamique donne ainsi une nouvelle dimension politique à une pratique existante.

Le port du *hejab* et la ségrégation sexuelle de l'espace public ont connu différentes étapes d'imposition. Les employées dans le secteur public et dans les institutions gouvernementales ont été les premières à devoir se couvrir les cheveux en 1980, puis l'obligation s'est diffusée plus largement. L'Etat islamique parvient finalement à la fin de l'année 1981 à imposer le *hejab* à l'ensemble des Iraniennes (Paidar, 1995). Cette contrainte vestimentaire s'accompagne d'une ségrégation sexuelle de l'espace public, des activités sociales, sportives, artistiques et professionnelles. Le corps est soumis à une pression importante, en particulier celui des femmes, et

¹ « Iran : les femmes en première ligne de la contestation », *Le Monde*, 26/06/2009 ; « A Women's Rebellion », *The Guardian*, 23/06/2009 ; « Role of Women in Iran Protest » *Washington Post*, 28/06/2009, « Iranian women fight on the frontlines of protest », *Associated Press*, 24/06/2009 ; « Women at forefront of Iranian Protests », *Radio Free Europe*, 22/06/2009.

la séparation entre les sexes permet de matérialiser un changement de régime qui souhaite se démarquer par son indépendance. De la salle de sport aux réalisations cinématographiques, des bancs d'école aux transports en commun, l'espace public est divisé en fonction de l'identité sexuelle. Cette ségrégation connaît des évolutions depuis l'avènement de la République Islamique. En effet, la réglementation concernant la séparation des sexes et la répression pour la maintenir ne sont pas des phénomènes fixes et immuables mais connaissent des évolutions depuis la République Islamique. Loin d'être monolithique, le régime islamique s'adapte aux transformations sociales, démographiques et politiques du pays. Des concessions ont été faites concernant les activités professionnelles, les femmes représentant désormais 60% des étudiants. D'autre part, le sport féminin s'est largement diffusé et diversifié. Du yoga à l'escalade, les femmes ont créé des espaces de liberté et de remise en cause de l'ordre patriarcal (Direnberger, 2010). Les espaces de mixité ont aussi beaucoup évolué dans la capitale. Si le métro et les autobus téhéranais sont toujours des espaces où les femmes non accompagnées de leur mari ou de leur frère sont séparées des hommes, les taxis collectifs et les motocyclettes sont des lieux quotidiens de contact physique entre les deux sexes. Dans le nord de Téhéran, à Darband, les *chaikhâne* accueillent les jeunes hommes et les jeunes femmes qui se retrouvent ensemble en dehors de la sphère privée pour boire du thé et fumer du *qaliân*. Les chaînes de restauration rapide comme *Boof* à Téhéran ou les nombreux cafés et restaurants comme *Khaneye Honarmandan* (La maison des artistes) dans le centre de Téhéran, rue Taleghani, *Chahar miz* (Quatre tables), proche de l'Université Amir Kabir sont également le lieu de rencontre entre jeunes hommes et femmes, créant ainsi des espaces de mixité. Hourcade décrit ainsi ces espaces tolérés qui se développent dans les années 1990 avec les centres commerciaux et les jardins publics : « En constatant qu'il n'était pas possible de construire une société moderne avec une ségrégation sexuelle totale, le gouvernement islamique et surtout certaines municipalités, comme celle de Téhéran, ont développé à partir des années 1990 des espaces de mixité bien définis et contrôlables » (Hourcade, 2004 : 523).

Concernant de la mobilité dans l'espace public, les Iraniennes se déplacent de manière autonome et sur de courtes et longues distances. L'attribution du permis de conduire aux femmes n'a jamais été contestée et elles constituent une grande partie des automobilistes à Téhéran. Selon la classe économique et sociale, les Iraniennes se déplacent pour étudier, rencontrer des proches, faire du commerce ou du tourisme balnéaire, se rendre sur des sites religieux, pour travailler. Selon les recensements, quatre millions de déplacements sont effectués par les femmes à Téhéran chaque jour. Comme le montre l'étude de Mina Saidi sur la mobilité féminine à Téhéran, il s'agit d'une mobilité à double échelle : une mobilité dans la proximité et une mobilité vers des points plus éloignés de la ville. L'auteure conclut que « la mobilité spatiale des femmes peut être considérée comme un facteur majeur de changement qui leur offre dans le quotidien, de nouvelles formes de sociabilité – hors tribu –, de nouveaux rapports aux hommes, l'accès à l'information, à la formation, au travail et à la citoyenneté » (Saidi, 2004 : 452).

Malgré leur présence dans la sphère publique et les évolutions sociales qu'elle a entraînées, les Iraniennes subissent d'importantes discriminations de sexe dans les domaines juridiques, culturels, économiques et politiques. Ces discriminations sont vécues difficilement par une société en mutation et par une jeunesse qui cherche à échapper au cadre légal. Les femmes représentent 70 % des diplômés de mastère en droit en 2007 mais la fonction de juge leur reste interdite par la Constitution.

Alors qu'elles sont conseillères judiciaires et qu'elles effectuent en pratique le travail de juge, en particulier dans les tribunaux de la famille, elles ne peuvent toujours pas signer l'acte final de la sentence. Le paradoxe étant la règle en Iran (Ladier-Fouladi 2009), le témoignage d'une femme dans un tribunal vaut la moitié de celui d'un homme dans un pays qui attribue 30 % de doctorats en droit

aux femmes.² Des quotas en faveur des garçons sont de plus en plus fréquents, en particulier dans des domaines comme la médecine et le métier d'ingénieur, afin de limiter l'accès des filles à certaines filières. Ce qui illustre leur enthousiasme pour la poursuite des études malgré des débouchés discriminants et un monde du travail largement inégalitaire pour les femmes. Les députées du premier au cinquième parlement ont néanmoins réussi à faire passer quelques réformes concernant le domaine professionnel : le droit de l'époux à empêcher son épouse de travailler est limité, le congé de maternité est reconnu, la retraite anticipée est possible, etc. Mais les Iraniennes dans la sphère du travail ont peu de promotions et d'augmentations sous des prétextes religieux et essentialistes. Plus diplômées, elles acceptent des salaires moins élevés et la menace du chômage les touche davantage que les hommes. L'indépendance économique et l'insertion professionnelle de plus en plus importantes des Iraniennes ne s'accompagnent que d'une timide évolution législative soutenant cette volonté d'émancipation (Kian-Thiébaud 2002). Ainsi, la présence massive des femmes dans les manifestations est le résultat d'un fossé entre les politiques du gouvernement et les demandes d'ouverture de la société qui connaît des transformations sociales très fortes depuis la révolution. Depuis son arrivée au pouvoir, Ahmadinejad maintient une pression sur le mouvement des femmes et il a proposé un projet de loi afin d'enlever les barrières juridiques destinées à dissuader de la pratique de la polygamie. Il a suspendu la parution des journaux féministes et féminins comme *Zanân* en 2008 et *Irاندokht* en juin 2009. Comme il était le seul candidat à ne promettre aucune amélioration pour lutter contre les inégalités de sexe, de nombreuses femmes se sont mobilisées dans les manifestations qui ont suivi sa victoire auto-proclamée.

Si les Iraniennes représentent une partie importante des manifestants, c'est qu'elles se sont approprié l'espace public depuis plus d'une trentaine d'années. Elles participent à la vie économique, universitaire, culturelle, artistique, politique de leur pays mais elles sont peu représentées dans l'espace politique institutionnel et les lois instituant les inégalités entre les sexes sont toujours présentes. Les manifestations de 2009 et 2010 naissent en partie du fossé entre l'accès des femmes à l'espace public qui a permis aux Iraniennes de construire leur citoyenneté politique et l'espace politique institutionnel actuel, hermétique à toute évolution des droits des femmes et ne respectant aucune règle de représentativité politique.

Des espaces de contestations dans la ville : la rue et les parcs.

Les mouvements des femmes en Iran sont particulièrement précoces et la rue est devenue très rapidement leur espace de revendication. Dès 1906, dans le journal *Ghanun [Droit]*, Mirza Malkom Khan décrit cette effervescence politique et le nombre important de femmes participant à ce mouvement, ce qui surprend les observateurs contemporains (Paidar, 1995). Quelques milliers de femmes descendent dans la rue et participent à la révolution constitutionnelle contre le régime monarchique, soutenant le clergé ou aspirant à une reconnaissance de leur citoyenneté. Le mouvement se développe donc dans l'hétérogénéité mais il s'affirme très tôt dans la construction de la nation puisqu'il défend l'indépendance de l'Etat face à l'influence britannique. Cette première génération du féminisme iranien résiste à la corruption et à l'oppression du régime monarchique et participe au mouvement révolutionnaire de 1906 (Paidar, 1995).

Le deuxième grand tournant du mouvement féministe, tout aussi hétérogène, s'observe dans les rues en 1979 pour destituer la monarchie et il se caractérise par son éclatement entre les femmes au pouvoir, fidèles aux principes de la Révolution, et les militantes des droits des femmes, laïques. Encore une fois elles sont des dizaines de milliers à descendre dans la rue. Si elles sont le soutien arrière du mouvement révolutionnaire dans les soins qu'elles procurent aux blessés et dans le

² Conférence d'Amir Nikpey, « Les femmes dans le judiciaire en Iran », le 21/01/2010, à Paris.

ravitaillement des zones de conflits, elles peuvent représenter parfois plus d'un tiers des manifestants et nombre d'entre elles ont été tuées par les forces de l'ordre (Paidar, 1995). De leur participation à la révolution, elles revendiquent une présence dans la construction de la République Islamique et dans l'espace public.

Si les féminismes actuels se sont développés sous l'ère réformiste de Khatami, les militantes réalisent l'auto-critique de leurs mouvements. Tout en revenant sur leurs échecs face à la radicalisation du régime, elles n'hésitent pas à analyser les points de dissensions. C'est dans cette introspection et dans une désillusion du régime que les mouvements des femmes en Iran se rassemblent et s'affirment dans la rue de manière assumée, conscientes de leurs lacunes mais aussi de leurs forces. Ces femmes proposent une ouverture politique et culturelle, une démocratisation des institutions et de la législation ainsi qu'une prise en considération des minorités et des populations défavorisées. Ces discours ne peuvent pas laisser insensibles la jeune génération et les déçus du régime. Pendant le printemps 2005, dans un mouvement sans précédent, nombre de groupes féministes forment une large coalition pour protester contre l'inégalité des femmes dans la constitution et mène un cortège de 6 000 personnes. Quatre ans plus tard, ces militantes participent au soulèvement populaire et organisent à nouveau des manifestations.

Une longue histoire de manifestations marque donc les engagements des Iraniennes pendant le vingtième siècle. Les manifestations de 2009 et 2010 s'inscrivent dans cet héritage de pratique politique malgré la répression accentuée sous le régime d'Ahmadinejad. Les Iraniennes sont donc sorties une nouvelle fois dans les rues de Téhéran et dans les principales villes d'Iran pour dénoncer la réélection frauduleuse du président ainsi que les politiques conservatrices et autoritaires de ce gouvernement.

Les Iraniennes se mobilisent dans les rues mais aussi dans les parcs, notamment, au centre de Téhéran, le parc Laleh. Les parcs ont un rôle particulier dans la vie quotidienne téhéranaise. Ils représentent un espace de négociation avec les interdits voire de subversion. Ne pouvant s'assurer un contrôle total des espaces publics et imposer une ségrégation sexuelle sur l'ensemble de la ville, le gouvernement islamique a développé à partir des années 1990 des espaces mixtes contrôlables comme les parcs : « ces territoires de la mixité semblent être considérés comme des territoires de tolérance aux limites bien fixées » (Hourcade, 2004 : 523). Ces espaces plus libres sont également très surveillés et s'ils accueillent des hommes et des femmes sportifs (jogging, badminton, volley, ping-pong par exemple), des jeunes couples, des groupes d'amis mixtes en journée, la brigade des mœurs est également présente et tolérante jusqu'à un certain point. Cette effervescence dans les parcs est également définie sur l'échelle temporelle. Pendant le mois de *moharam* (mois de deuil pour l'imam Hossein), la tolérance à l'égard des comportements « déviants » est très restreinte alors qu'elle l'est moins à *sizdah bedar*³ (littéralement treizième dehors). Lors de *sizdah bedar*, le parc Laleh accueille des centaines de familles téhéranaises et la place pour pique-niquer se fait rare. Des petites tentes sont parfois montées et les *kebabs* grillent sur les barbecues. Le pique-nique est assimilé à un sentiment de liberté. Ainsi, « Ils [les pique-niqueurs] cherchent à être eux-mêmes et naturels, libérés des contraintes, débarrassés des tensions négatives accumulées toute la semaine ou toute l'année » (Saidi-Sharouz, 2008 : 81). La balle et les raquettes de badminton occupent les jeunes et les adultes, hommes et femmes, sous l'œil de quelques femmes de la brigade des mœurs qui laissent faire. Certains sortent même des jeux de cartes malgré l'interdiction des jeux de hasard en Iran. Le parc est donc un espace régi par les comportements de la sphère privée, garantissant la mixité et le contournement de certaines règles, dans un espace public. Un entre-deux qui donne un

³ Fête traditionnelle qui a lieu treize jours après Norouz, le nouvel an iranien. « Le 13e jour a toujours été un jour festif, célébré à l'extérieur des maisons et consacré à un pique-nique en famille, souvent accompagné de musique et de danse » (Saidi-Sharouz, 2008 : 74).

caractère particulier aux parcs, une certaine indépendance sociale et culturelle par rapport aux codes qui régissent le reste de l'aire urbaine.

Au printemps 2009, pour les trente ans de la République Islamique, la mairie de Téhéran organise un grand atelier qui fait participer des étudiants et des étudiantes en arts plastiques. L'objectif est de représenter la révolution islamique sur une grande toile haute de deux mètres accrochée sur les enceintes du parc. Le décalage entre les femmes peintres et les représentations peintes des femmes est flagrant. Les jeunes femmes, vêtues très souvent d'un simple *roosari* (foulard) coloré ou d'un *maqnaeh*⁴, en groupe mixte, se démarquent de leurs réalisations, des femmes peintes en *chador*. Si certaines représentations montrent des rôles traditionnellement donnés aux femmes comme le deuil d'un enfant ou d'un mari mort pour la République, la présence des femmes dans la rue pendant la révolution est aussi représentée. Cet atelier dans la rue bordant le parc était un lieu de mixité sexuelle et sociale où les Téhéranais et les Téhéranaises prenaient le temps de s'arrêter, de discuter et d'échanger autour de la production artistique sur le thème de la révolution islamique. La toile devait être réalisée en deux jours et exposée quelques semaines, elle est restée accrochée une seule journée. Cette expérience marque peut-être la limite de cette liberté dans les parcs.

Les parcs sont donc un espace d'entre-deux, entre le public et le privé, entre le contrôlé et le subversif. Cet espace de négociation et de subversion est investi au moment des manifestations pour devenir espace de contestation. Après les disparitions et les premiers assassinats d'opposants dans les rues et les prisons, les mères des victimes ont joué un rôle important dans la dénonciation de ces exactions. Elles ont créé un mouvement « Les mères en deuil d'Iran », appelé aussi « Les mères de Laleh » puisqu'elles se rassemblent au parc Laleh, à Téhéran, tous les samedis soirs. Le 27 juin 2009, les « Mères de Laleh » ont rendu publique une déclaration officielle qui a traversé les frontières iraniennes grâce à Internet : « Nous ne laisserons jamais ce crime contre nous et contre nos enfants tomber dans l'oubli. A partir de maintenant jusqu'à la libération de tous les manifestants emprisonnés, l'arrêt de la violence et jusqu'à ce que les meurtriers de nos enfants soient punis, nous serons rassemblées tous les week-ends dans une veillée silencieuse au parc Laleh, près de la place où notre martyre aimée Neda mourut ». Durant ces rassemblements pacifiques, certaines de ces résistantes ont été battues et arrêtées. Elles ont ensuite été libérées mais certaines attendent encore leur jugement⁵. Trente femmes sur soixante-dix présentes ont été arrêtées pour avoir protesté contre la mort ou la disparition de leurs enfants dans les événements post-électoraux.

L'espace politique institutionnel : l'impasse.

Les institutions politiques officielles sont directement interpellées par de nombreuses femmes durant les manifestations. Fatemeh Karoubi, l'épouse de Mehdi Karoubi, candidat réformateur aux élections présidentielles de 2009, écrit une lettre ouverte au Guide suprême, pour dénoncer l'agression dont a été victime son fils, Ali Karoubi, le 11 février 2010 [22 bahman 1388, trente-et-unième anniversaire de la Révolution] de la part des forces de l'ordre. « Ils n'ont pas seulement augmenté leur brutalité physique et verbale mais ils ont menacé cet homme de 27 ans dans la maison de Dieu ». Elle regrette l'absence d'un « système judiciaire indépendant et puissant qui enregistrerait les plaintes des citoyens ou d'un parlement qui s'engagerait dans la protection des droits du peuple »⁶. Ce n'est pas le premier engagement politique de Fatemeh Karoubi qui était membre de l'Association Islamique des Femmes et qui participe à la campagne de son mari. Sa

⁴ Le *maqnaeh* est un voile noir tombant en bas des épaules et porté dans les universités et les services administratifs. Il est moins couvrant que le *chador* et peut être porté de manière à laisser apparaître les cheveux.

⁵ Haleh Esfandiari, « Iran's Women of War »,

<http://blogs.nybooks.com/post/334646643/irans-women-of-war/>

⁶ « Nâmeye sargoshâdeh Fatemeh Karubi be Aghaye Khâmaney » [Lettre ouverte de Fatemeh Karubi à Monsieur Khamenei], <http://www.rahesabz.net/>

lettre ouverte a été diffusée à partir des sites réformateurs *Kaleme* [*Les Mots*], *Rahesabz* [*Le Chemin Vert*] et *Sahamnews*. Des photographies mises en ligne montrent également Ali Karoubi avec des hématomes sur les bras et dans le dos. Fatemeh Karoubi dénonce ouvertement les exactions du régime et sa critique s'appuie sur le devoir d'une mère de protéger son fils comme devrait le faire le régime. Elle s'appuie sur son statut de mère pour légitimer la critique ouverte du régime ultra-conservateur. Le statut de mère étant valorisé par la République Islamique⁷, Fatemeh Karoubi l'utilise pour revendiquer un régime plus juste qui ne soit pas entre les mains de « personnes irresponsables ». Comme elle le mentionne dans sa lettre, son but est d'abord de convaincre le Guide suprême de délivrer un appel en faveur des détenus, « avant qu'il ne soit trop tard pour les jeunes inconnus » arrêtés après les élections.

Compagne de vie choisie, l'épouse devient aussi compagne de lutte politique pour les opposants lors des manifestations post-électorales. Nombreuses ont été les épouses des prisonniers politiques à prendre la parole pour dénoncer les arrestations et les conditions de rétention de leur époux. Elles sont souvent les seules autorisées à leur rendre visite dans les prisons et témoignent des conditions d'incarcération. Ainsi dans un entretien avec le journal en ligne *Rooz*, Fatemeh Adinevand, l'épouse d'Abdollah Momeni, arrêté dans un bureau de campagne du candidat Mehdi Karoubi, mentionne les tortures que subit son mari⁸. L'épouse d'Ahmad Zeidabadi, journaliste, accepte également une interview avec ce journal et témoigne aussi des violences physiques et psychologiques dont est victime son mari en prison⁹, tout comme Fakhrossadat Mohtashamipour, la femme de Mostafa Tajzadeh, vice-ministre de l'Intérieur sous le gouvernement de Khatami¹⁰. Tandis que Fatemeh Karoubi, épouse du candidat réformateur, répond aux questions du journal *Le Monde* du 7/01/2010, et affirme craindre pour sa vie et celle de son mari : « Moi, je déclare catégoriquement : si quelque chose de grave arrive à M. Karoubi, c'est le gouvernement qui en sera responsable ». Ces témoignages ne sont pas uniquement des relais de l'information. Ils sont d'abord une prise de risque réelle dans un contexte politique de répression. Le choix des médias est aussi important et ne se limite pas seulement aux journaux iraniens en persan mais également aux médias iraniens anglophones ou occidentaux. L'objectif est de témoigner des pressions ou des exactions que subissent leurs époux mais aussi de prendre position contre le régime au pouvoir. Fakhrossadat Mohtashamipour entreprend en août des démarches pour avoir une autorisation de visite de son mari et elle répond à *Roozonline* : « Je pense qu'avec ce retard concernant l'autorisation de visite, ils espèrent lui soutirer des confessions, ils pourront ainsi refaire leurs tribunaux postiches ridicules avec sa présence. Les médias appartenant à l'Etat et les personnes qui lui sont hostiles veulent qu'il avoue contre son gré, en raison des critiques très dures de Tajzadeh ». Elle énonce donc publiquement une critique du fonctionnement actuel des institutions judiciaires, notamment les tribunaux révolutionnaires qui jugent les dissidents politiques. Pour obtenir un droit de visite, elle utilise les canaux légaux et en appelle aux autorités les plus hautes : « C'est une tâche sombre dans le compte rendu d'Hashemi Shahroudi [à la tête du système judiciaire iranien jusqu'en août 2009] de ne pas avoir accepté de nous rencontrer. Nous avons demandé une fois de rencontrer M. Larijani [successeur d'Hashemi Shahroudi] et il a accepté une rencontre dans la semaine qui a suivi. Nous

⁷ La Constitution Islamique de 1979 attribue une place essentielle à la mère : « En retrouvant sa mission principale et précieuse de mère et d'éducatrice d'enfants selon la doctrine religieuse, elle est à l'avant-garde et accompagne la lutte des hommes dans les domaines d'action de la vie » (Potocki, 2004 : 36). Lors de la guerre entre l'Iran et l'Irak, les mères sont encouragées à donner leurs enfants comme martyres. Elles sont largement sollicitées par l'Etat pour participer à l'effort de guerre et assurent une reconnaissance sociale et financière pour leur famille en laissant partir leur fils sur le front.

⁸ <http://www.roozonline.com/english/news/newsitem/article/2009/august/07//he-has-lost-power-to-move-and-speak.html>

⁹ <http://www.roozonline.com/english/news/newsitem/article/2009/august/21//zeidabadi-seemed-insane-because-of-pressure.html>

¹⁰ <http://www.roozonline.com/english/news/newsitem/article/2009/august/13//seriously-worried-about-detained-relatives.html>

espérons que nous serons capables de concrétiser nos exigences avec l'aide des représentants du peuple ».

Parvin Fahimi a joué un rôle important dans l'association des Mères du Parc Laleh en tant que porte-parole de ce mouvement devant les institutions officielles. Son fils Sohrab Arabi a disparu pendant la manifestation du 15 juin qui a rassemblé environ trois millions de personnes. Il a été identifié sur la photo n°12 dans le poste de police de la rue Shapour à Téhéran. On lui a alors annoncé sa mort après 26 jours de disparition. Parvin Fahimi, sa mère, tient le 23 juillet devant le conseil communal de Téhéran un discours pour dénoncer la mort de son fils : « Je demande au conseil communal : qu'est-ce que mon fils attendait de vous ? Qu'est-ce qu'il a toujours attendu du gouvernement ? Qu'est-ce qu'il a toujours demandé à son pays ?... Nous ne voulons rien d'autre que la paix, la tranquillité et la liberté de penser. Ce qui est important pour nous est que mon fils pensait à celui pour qui il avait voté et il se demandait où allait son vote. (...) En tant que mère, je prie Dieu jour et nuit pour mettre fin à cette injustice ». Aucune suite n'a été donnée à son appel.

Si les revendications n'ont pas été prises en compte, la répression que subissent les manifestants et les manifestantes a été très forte. On compterait plus de trois mille arrestations et soixante morts (selon les informations officielles) et le nombre de femmes qui ont été battues, blessées, tuées ou arrêtées en tant que prisonniers politiques a augmenté depuis le 12 juin 2009 (Tohidi, 2009). Dans les mois qui suivent les élections, de nombreuses militantes féministes dont les leaders des mouvements sont arrêtées et emprisonnées, parmi elles : Shadi Sadr, juriste, Mansoureh Shojaee, membre fondateur de la campagne « Un Million de signatures », Mahin Fahimi, membre de Femmes pour la Paix, Parisa Kakayi, membre du Comité des journalistes pour le droit humain (*komiteh gozâreshgarân hoquqe bashar*), Zoya Hasani, etc. Dix-neuf militantes appartenant au mouvement des femmes ou journalistes ont été arrêtées pendant la seule période d'*ashura*, au mois de janvier. Les conditions d'arrestation et de détention par les forces de l'ordre sont plus qu'anormales et elles relèvent souvent de la torture psychologique ou physique. Shadi Sadr, une fois libérée, décrit sur le site féministe *Meydaan (Place)*, les conditions de vie en prison et la pression psychologique que les militantes doivent supporter¹¹.

Les positions de certains religieux réformistes influents comme Montazeri, Sanei et Khalaji qui soutiennent un changement démocratique et l'égalité des sexes contrastent avec les choix politiques d'Ahmadinejad. Le président iranien a peut-être pensé montrer *a posteriori* son intérêt pour l'émancipation politique des femmes en nommant pour la première fois dans la République Islamique une femme ministre. Il n'a pourtant trompé personne, et encore moins sa propre politique conservatrice, en proposant trois femmes au parlement pour les postes ministériels. En effet, ces femmes sont connues pour leur conservatisme et leur anti-féminisme. Elles appartiennent à la même tendance que la majorité des députées du septième parlement (2004-2008). Ainsi « à peine élues, d'eux d'entre elles, les plus antiféministes, [Fateme Alia et Eshrat Shayeq] ont soutenu la polygamie, plaidé pour l'accentuation des mesures répressives à l'encontre des femmes « mal voilées » et se sont prononcées contre l'adoption de la CEDAW » (Azadeh Kian, 2010 : 62). Parmi les trois femmes proposées au Parlement, seule Marziyyeh Vahid Dastjirdi obtient le vote de confiance. Cette ancienne députée du cinquième parlement et membre du parti de la Société du Clergé Combattant de Téhéran, issue de la droite traditionaliste, professeure de médecine à l'université, ne s'est pas illustrée par son intérêt pour l'amélioration de la condition des femmes. En revanche, elle s'est prononcée en faveur du modèle islamique conservateur de la condition féminine. Lors de son mandat parlementaire, elle s'est ainsi opposée aux tentatives de réforme en faveur de l'égalité du droit au divorce. Cette nomination ne doit finalement pas étonner car elle correspond aux critères de l'ordre actuel en place qui cherche une légitimité tout en ne tolérant aucune ouverture. Fateme

¹¹ <http://www.meydaan.com/Showarticle.aspx?arid=883>

Govaree, arrêtée au mois de juillet 2009, écrit dans le blog féministe *Madrasse feminist*, « la principale critique des militantes est que l'illégitimité du gouvernement dans toutes ses expressions ne peut pas disparaître avec quelques femmes ministres, c'est une insulte à toutes nos stratégies. Avoir des femmes ministres ne signifie ni ne garantit une meilleure situation de la femme dans notre société »¹². La nomination de Marziyyeh Vahid Dastjirdi témoigne du fossé qui sépare la représentation féminine au sein du gouvernement et les revendications féministes issues de la société civile et des mouvements politiques réprimés par le régime.

Espaces virtuels et nouvelle citoyenneté

Face à un système juridique relativement inchangé depuis trente ans et toujours marqué par le principe du *velayat-e faqih*, la société iranienne a évolué vers le sécularisme et l'individuation qui expliquent la reconfiguration des identités politiques. Trente et un ans après la révolution, la majorité des Iraniens et des Iraniennes n'ont pas connu le renversement de la dictature monarchique qui ne peut plus servir de ciment politique à cette société post-révolutionnaire. On observe alors un nouveau rapport au politique dans un pays où « la société post-islamiste et l'Etat islamiste se sont de plus en plus séparés tout au long de la guerre, puis après la mort de Khomeyni » (Khosrokhavar, 2001 : 296). Le désenchantement et la désillusion de l'islam politique tel qu'il est incarné par le régime actuel sont le moteur de la contestation. A travers cette mobilisation, on peut analyser l'émergence d'une nouvelle citoyenneté iranienne. Ainsi comme l'écrit Fährad Khosrokhavar à propos des manifestations, « la crise profonde que traverse l'Etat islamiste manifeste l'outrage d'une société qui veut s'affranchir du joug de l'autocratie. Cette crise témoigne de la vigueur de la nouvelle société iranienne, qui refuse de se laisser subjugué par un Etat qui lui dénie son droit le plus sacré, celui de voter. Cette crise est l'expression de la nouvelle identité citoyenne ».¹³

Ce qui est marquant dans la construction de cette citoyenneté est la place essentielle que joue Internet. Les possibilités qu'offrent les blogs, *Youtube*, *Twitter*, *Facebook* sont immenses pour une population alphabétisée et jeune qui peut accéder financièrement aux ordinateurs ainsi qu'à une connexion internet et qui cherche à échapper au contrôle de l'espace public par les institutions politiques officielles. Internet est un élément relativement récent de la construction des rapports sociaux et politiques en Iran. Contournement de l'ordre institutionnel, il permet une certaine liberté de rencontre et d'ouverture à l'Autre d'Iran ou de l'étranger. Il donne la parole aux acteurs sociaux écartés de l'espace politique officiel comme les jeunes, les femmes mais aussi des personnalités politiques interdites (Amir-Ebrahimi, 2005). Dans la constitution du Mouvement Vert, Internet joue un rôle essentiel pour le relais de l'information, pour l'organisation des manifestations. Déjà *Facebook* est l'outil de campagne de Moussavi pour les présidentielles, destiné à attirer les votes de la jeune génération. *Facebook* est censuré une semaine avant les élections et pendant quelques jours pour recentrer le débat politique sur les médias et déclarations officielles plus contrôlables. Aux lendemains des élections, le mouvement d'opposition au président s'est également organisé de l'intérieur par Internet. Grâce à des sites réformateurs comme *Rahesabz*, *Sahamnews* et *Jaras* les opposants ont diffusé leurs discours de contestation, des informations sur les militants arrêtés, les dates et les horaires des prochaines manifestations, les slogans et les images à diffuser.

Le mouvement des Mères du Parc Laleh a créé un site internet, intitulé *Mournfulmothers*, qui dénonce les assassinats de leurs enfants, plaide pour la justice et organise le mouvement de protestation. S'appuyant sur les mouvements féministes présents en Iran, le site renvoie également

¹² Fatemeh Govaree, <http://femschool.ws/spip.php?article3115>

¹³ Khosrokhavar, 2009, *Le Monde*, Paris, 28 juin 2009 « La crise en Iran révèle la tumultueuse naissance d'une société libre ».

aux réseaux internet féministes iraniens comme *Madresse feminist (Ecole féministe)*, *Maydaan (Place)* ou encore *Zan-e Iran (La Femme d'Iran)*. Ces connexions ne sont pas seulement virtuelles et les mouvements des femmes en Iran se diversifient selon les différentes couches sociales. Cette presse internet joue un rôle important pour les mouvements des femmes, en particulier depuis la censure des magazines *Zan* en 1999, de *Zanân*¹⁴ en 2008 et *Irاندokht* en 2009. Ces magazines constituent une tribune politique pour les féministes islamiques et laïques et leur interdiction de publication témoigne de la menace qu'ils représentent pour le régime : une contre-information et un contre-pouvoir. En effet, si les féministes islamiques intègrent après la révolution la politique institutionnelle et tentent d'influencer les institutions gouvernementales en faveur du droit des femmes, certaines, désormais déçues par l'absence de changement, se rapprochent des féministes laïques pour dénoncer ensemble les inégalités entre homme et femme (Kian ; 2010). Les sites internet permettent de continuer à alimenter le débat autour de ces questions malgré la censure qu'ils subissent également. Relais de l'information pendant les manifestations, *Maydaan* enregistre sur le Net toutes les arrestations des féministes ou des militantes pour les droits humains. Ce site donne la parole aux proches des personnes arrêtées et décrit les exactions du régime concernant chacune de ces femmes. Comme dans *Madresse feminist*, les féministes appellent à la libération des prisonnières politiques et de leurs proches.

Les actions entreprises par les opposants suite à l'arrestation de Majid Tavakoli, porte-parole du mouvement étudiant, illustrent le rôle d'Internet dans la reformulation des rapports de genre. Les transformations sociales en République Islamique d'Iran sont caractérisées par de profonds changements au sein de la jeunesse qui est en quête d'ouverture politique et culturelle. « À présent, une nouvelle génération juvénile refuse le puritanisme du régime et sa prétention à régir la vie de l'individu dans sa totalité, au nom de l'islam. On est face à une jeunesse urbaine, scolarisée et modernisée, qui réclame son autonomie vis-à-vis de toute norme transcendante » (Khosrokhavar, 2001 : 201). Cette restructuration des rapports entre la jeunesse et le pouvoir politique s'exprime à travers les manifestations étudiantes de 1999 puis lors des élections de 2009. Ainsi, Majid Tavakoli, porte-parole du mouvement étudiant âgé de 23 ans et ayant déjà été arrêté pour son opposition, marque la journée des étudiants par un discours contestataire à l'université polytechnique Amir Kabir, devenue le centre des contestations étudiantes. Le lendemain, les médias du régime annoncent son arrestation et diffusent des photos de Tavakoli, portant un voile bleu sous un *chador* noir. L'objectif est de mettre une pression supplémentaire sur le mouvement étudiant. Un réseau *Facebook* se met rapidement en place pour dénoncer cette arrestation et répondre à l'humiliation portée aux femmes, le régime tentant de décrédibiliser le mouvement étudiant en affichant un de ses dirigeants en *chador*. En effet, le travestissement ne peut qu'être un moyen de tourner en ridicule le mouvement étudiant pour un gouvernement qui interdit tout comportement en dehors de l'hétéronormativité. Le clergé approuve les opérations de changement de sexe car la chirurgie peut mettre un terme aux ambiguïtés de genre mais le port du *chador* masculin, destiné à humilier, contraste avec le *chador* féminin valorisé par le régime et qui représente pour de nombreuses Iraniennes l'opportunité d'entrer dans la sphère publique. Dans un double mouvement, le gouvernement ultra-conservateur réaffirme l'hétéronormativité et les inégalités entre les sexes puisqu'il humilie un homme en utilisant un attribut féminin qui a permis une émancipation universitaire, professionnelle et sociale pour de nombreuses Iraniennes. Après l'arrestation de Majid Tavakoli, un jeune photographe, Arash Ashourinia est un des premiers à diffuser sur le réseau *Facebook* une action qui fera le tour du monde. En effet, il lance une campagne appelée « Nous sommes tous Majid » [« Mâ hameghi Majid hastim »]. Environ 450 hommes de la société civile

¹⁴ *Zanân* est une expérience inédite dans la presse et la politique iranienne. Sa directrice, Shahla Sherkat, publie des articles qui contestent une lecture patriarcale du Coran, qui dénoncent les inégalités entre les sexes dans le domaine familial, professionnel et politique.

envoient leurs photos sur la page *Facebook*, tous voilés : cette utilisation du voile par les hommes fonctionne comme symbole de résistance contre un régime ultra-conservateur.

L'utilisation d'Internet dans les manifestations de 2009 et 2010, c'est aussi le choc des images et le choix des icônes. Neda Agha-Soltan, jeune téhéranaise abbatue dans la rue le 20 juin 2009, est filmée lors de son assassinat qui est diffusé sur *Youtube*. Elle devient le symbole international des protestations et de la répression en Iran : « Neda Agha-Soltan, 26 ans, est devenue, à la vitesse éclair de l'Internet, une icône de la contestation contre le régime iranien »¹⁵, « elle est devenue plus qu'une simple icône pour le mouvement de protestation »¹⁶. Elle est décrite comme victime et martyre ayant défié le régime iranien. Mais elle se démarque plus par sa « figure d'ange » sur internet et dans la presse que par son engagement politique : « la jeune femme étant devenue malgré elle une Gavroche de la révolte iranienne »¹⁷, « la politique, ce n'était pas son truc », se rappelle Golshad »¹⁸, « Mardi, interrogé par la chaîne BBC, son fiancé a accusé directement les milices proches de Mahmoud Ahmadinejad de l'avoir tuée par balles, ajoutant qu'elle ne participait pas aux manifestations »¹⁹. Celle qui devient l'icône de la résistance à l'autoritarisme iranien était finalement dans la rue « par hasard », bloquée dans le trafic de Téhéran, assistant à la manifestation de manière passive : « Elle était dans la zone des manifestations avec son professeur de musique, dans une voiture bloquée par le trafic »²⁰. Quel que soit son engagement réel ou sa présence accidentelle dans les manifestations, cette « icône » qui a fait le tour du monde est décrite comme apolitique. Internet, la presse écrite et la télévision ont favorisé une image passive des femmes iraniennes, victimes de l'arbitraire du régime iranien plutôt qu'une représentation dynamique, engagée et en contestation de l'ordre établi. Le paradoxe du traitement médiatique concernant la présence des femmes dans les manifestations réside en ce point : les journalistes s'étonnent de la présence des Iraniennes dans les rues tout en se focalisant sur une image passive d'une femme subissant les exactions du régime.

Pour conclure, les manifestations qui ont suivi les élections présidentielles de 2009 montrent à quel point le fossé entre la radicalisation du régime et les transformations de la société n'a jamais été aussi fort. L'ampleur de la répression du régime qui a touché les opposantes d'Ahmadinejad témoigne de la crise de légitimité que connaît le gouvernement en place. La situation actuelle réside dans un paradoxe qui montre la complexité des rapports entre la société iranienne et le pouvoir. Les débats sur les droits des femmes et les revendications féministes n'ont jamais été aussi visibles que dans cette campagne électorale. Les manifestations ont été massivement soutenues par les femmes qui diversifient leurs espaces de protestation alors que le régime actuel se démarque par son radicalisme. Cette expérience s'inscrit dans une longue tradition de luttes des Iraniennes contre l'injustice sociale et pour le processus démocratique. C'est en diversifiant les espaces critiques, de la rue à la tribune internationale en passant par les manifestations de rues en Iran, qu'elles ouvrent le jeu politique et proposent un autre modèle social.

A propos de l'auteur : Lucia DIRENBERGER, CEDREF, CSPRP, Université Paris 7 Diderot

Pour citer cet article : Lucia DIRENBERGER, « De la rue à Internet : espaces de contestation féminins et féministes à Téhéran » [“From the street to the internet: feminine and feminist contestation in

¹⁵ *Le Figaro*, 24/06/2009, « Le destin de Neda, « martyre » en Iran ».

¹⁶ *CBS News*, 23 juin 2009, “More than an icon”.

¹⁷ *Le Monde*, 2009/06/23 « Neda, une histoire qui synthétise la complexité du conflit ».

¹⁸ *Le Figaro*, 24/06/2009, « Le Destin de Neda, « martyre » en Iran ».

¹⁹ *Le Monde*, 2009/06/23 « Neda, une histoire qui synthétise la complexité du conflit ».

²⁰ *CBS News*, 23 juin 2009, “More than an icon”.

Teheran”, traduction : Claire Hancock], **justice spatiale | spatial justice**, n° 03 mars | march 2011, <http://www.jssj.org>

Bibliographie

AFARY J., *Sexual Politics in Modern Iran*, Cambridge: Cambridge University Press, 2009.

AMIR-EBRAHIMI M., « La jeunesse iranienne dans le miroir du blog », *Les Cahiers de l'Orient*, n°79, 43-56, 2005.

DIRENBERGER L., « Regards de la jeunesse téhéranaise : perceptions et engagements des corps » dans *Du corps sexué au corps genré. Le corps au cœur des transformations sociales*, Chrystelle GRENIER-TORRES, 231-249, Paris: L'Harmattan, 2010.

HOURCADE B., « La recomposition des identités et des territoires en Iran islamique », *Annales de Géographie*, t. 113, n°638-639, 511-530, 2004.

KIAN-THIEBAUT A., *Les Femmes iraniennes entre Islam, Etat et famille*, Paris: Maisonneuve et Larose, 2002.

KIAN-THIEBAUT A., « Genre et pouvoir en Iran » dans « Iran : des élections présidentielles incertaines mais cruciales », *Affaires stratégiques*, 1^{er} juin 2009.

KIAN A., « Le féminisme islamique en Iran : nouvelle forme d'assujettissement ou émergence de sujets agissants ? » *Critique internationale*, n° 46 - janvier-mars, 45-66, 2010.

KHOSROKHAVAR F., « L'Iran, la démocratie et la nouvelle citoyenneté », *Cahiers internationaux de sociologie*, n°111, 291-317, 2001.

LADIER-FOULADI M., « Le système familial et la politique en Iran » dans *Famille et mutations sociopolitiques. L'Approche culturaliste à l'épreuve*, Azadeh KIAN-THIEBAUT et Marie LADIER-FOULADI, 41-69, Paris: Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2005.

LADIER-FOULADI M., *Un Monde de paradoxes*, Paris: Atalante, 2009.

MIR-HOSSEIN Z., "Conservative - Reformist Conflict over Women's Rights in Iran", *International Journal of Politics, Culture, and Society*, vol. 16, n° 1, 37-53, 2002.

NIKPEY A., *Politique et religion en Iran contemporain. Naissance d'une institution*, Paris: L'Harmattan, 2001.

PAIDAR Parvin, *Women And The Political Processus in twentieth-century Iran*, Cambridge: Cambridge University Press, 1995.

ROSTAMI-POVEY E., "Feminist Contestations of Institutional Domains in Iran", *Feminist Review*, n°69, 44-72, 2001.

SHERKAT S., *Zanân*, Paris: Editions du CNRS, 2009.

SAIDI-SHAROUZ M., « Les mobilités quotidiennes des femmes à Téhéran : réalités et enjeux », dans *Femmes et villes*, Sylvette Denèfle, 443-452, Paris: Presses universitaires François Rabelais, 2004.

SAIDI-SHAROUZ M., « Le pique-nique en Iran. Rituel festif et art de vivre », dans *Le pique-nique ou l'éloge d'un bonheur ordinaire*, Francine Barthe, 73-91, Bréal, coll. D'Autre part, 2008.

TOHIDI N., "Iran's Presidential Elections : Women's Role in the Pre- and post-Elections Politics", *Middle East Program*, Washington: 2009.